



## **Budget primitif 2012 (Ville - Département).**

19/12/2011

Par M. Bertrand DELANOË - Maire de Paris

Seul le prononcé fait foi

Notre débat budgétaire offre chaque année l'occasion la plus pertinente de préciser nos choix, et de fixer, ensemble, des objectifs. En 2012, plus que jamais, dans le contexte très lourd de la crise mondiale, nous devons mettre la bonne gestion de nos finances au service de priorités clairement identifiées: la solidarité, l'innovation, le développement durable. Ces priorités forment la base même de l'engagement que nous avons pris en 2008 devant les Parisiens.

Nous n'y dérogerons pas, malgré les obstacles, et ce budget nous donnera les moyens de tenir le cap. D'abord, donc, la solidarité : plus de 2,1 milliards d'euros lui seront consacrés l'année prochaine. Cet effort est nécessaire pour permettre aux plus démunis, mais aussi aux classes moyennes, de surmonter les difficultés actuelles. Nous poursuivrons bien sûr notre engagement en faveur du logement, qui s'élèvera cette année à 28 % de notre investissement global. Plus de 6000 logements sociaux seront financés en 2012, 4500 seront réhabilités. Et je continue, comme je le fais inlassablement depuis un an, à demander au gouvernement de nous laisser expérimenter l'encadrement des loyers à la première location ou à la relocation.

D'autre part, notre politique en faveur de l'hébergement d'urgence sera intensifiée. Et, pour faire face à l'une des injustices les plus dures, 275 millions d'euros seront consacrés à l'Aide sociale à l'enfance, avec notamment l'ouverture de 100 places pour pallier les manquements de l'Etat. Cette solidarité indispensable s'inscrit dans un dessein pour une ville où la diversité, notamment celle des générations, soit garantie et développée. Près de 1000 places de crèches seront ainsi ouvertes l'an prochain pour permettre l'accueil des familles à Paris. Et dans le même esprit nous maintiendrons, nous intensifierons même, notre effort soutenu pour le développement durable. Le plan climat continue à se déployer avec la généralisation des normes « haute qualité environnementale » dans les constructions neuves et le plan biodiversité, que nous avons voté le mois dernier, porte très haut l'ambition environnementale de Paris. La réhabilitation thermique des écoles parisiennes sera engagée l'année prochaine, avec un premier lot de 100 établissements. De façon plus globale, c'est tout le visage de notre capitale qui sera remodelé, dans la fidélité à son patrimoine. Dans un an, Paris aura changé.

En 2012, les voies sur berges seront rendues aux Parisiens et à tous les amoureux de notre ville. Autolib' montera en puissance offrant un service de mobilité souple et inédit, tandis que la prolongation du tramway T3 complétera la diversification de l'offre de transports dans la capitale. Ces efforts pour la ville ne se conçoivent pas sans un travail en profondeur pour l'emploi.

Nous persévérons, sur la base de résultats qui montrent que, dans la crise, autant que possible, en s'appuyant sur ses atouts, Paris résiste. Depuis deux ans en effet, le taux de chômage parisien se maintient, pour la première fois en vingt ans, au-dessous du taux national. L'emploi passe d'abord, bien sûr, par l'innovation, par la dynamique économique, et par un tissu d'activités innovantes toujours renouvelé. Dans le cadre de notre vaste plan d'ouverture de pépinières et d'incubateurs, Paris Région Innovation Nord Express accueillera, dès 2012, dans le 18ème, plus de 70 start-up dans 8 300m<sup>2</sup>. Paris

bouge, avance, attire les emplois de demain : l'inauguration des nouveaux locaux de Google dans le 9ème en offre une nouvelle illustration.

De plus, dans un contexte de très forte dégradation de la situation de l'emploi dans notre pays, notre ville continuera, dans la mesure de ses moyens et de ses missions, à favoriser l'insertion professionnelle : 1700 personnes bénéficieront ainsi en 2012 de contrats aidés. Les dispositifs d'aide à l'emploi sont en effet plus que jamais nécessaires pour remettre les plus démunis sur le chemin d'une activité pérenne. Nous participerons aussi au financement de 40 foyers de jeunes travailleurs.

Et dans le même esprit, tandis que d'autres procèdent au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, nous garantirons, comme nous nous y étions engagés, le maintien de nos emplois publics. Vous le voyez, la crise n'est pas une invitation à nous résigner, mais au contraire à nous mobiliser, et à nous donner les marges nécessaires pour que les Parisiens aient des équipements de qualité, un cadre de vie embelli, un service public performant. Ces marges nous les trouvons notamment grâce à un plan d'économies extrêmement volontariste qui permettra de dégager 24 millions d'euros auprès des délégations et des directions.

A titre d'illustration, le budget de la communication connaîtra une baisse d'1 million d'euros- ce qui ramène la totalité de nos dépenses de communication à un montant inférieur de 43% à celui du budget 2000. Il est en effet de notre responsabilité de faire preuve de sobriété, quand un nombre croissant de nos concitoyens rencontrent chaque jour de lourdes difficultés. Car oui, bien sûr, dans une période comme celle que nous vivons, il faut savoir être sérieux... Mais le sérieux ce n'est pas une austérité imposée aux plus faibles, ce sont d'abord des efforts que l'on se demande à soi-même. Mais une fois de plus, mes chers collègues, notre exercice budgétaire déjà délicat, est rendu plus difficile encore en raison du désengagement de l'Etat.

Certes, je me répète, et croyez moi : je préférerais ne pas avoir à le faire. Mais c'est la réalité qui s'installe et s'aggrave dans la durée. Pour la seule action sociale, pourtant plus nécessaire que jamais, ce sont désormais 1,3 milliard d'euros que l'Etat doit aux Parisiens : 218 millions d'euros manquent pour les RMI et RSA, 173 millions pour l'Aide sociale à l'enfance, et... 965 millions pour l'allocation personnalisée d'autonomie. Sur ce dernier exemple, celui de l'APA, je rappelle que la compensation versée à Paris est quatre fois inférieure à la moyenne nationale. A ce phénomène s'ajoute cette année la brusque montée en charge de la péréquation : nous devons inscrire plus de 240 millions d'euros dans le budget 2012 contre 97 pour 2011. Si la solidarité entre les territoires est nécessaire nous contestons vigoureusement l'utilisation qu'en fait désormais ce gouvernement, en ciblant singulièrement et cyniquement Paris.

C'est donc dans ce contexte que s'inscrit notre budget 2012. L'équilibre de notre budget de fonctionnement sera pourtant maintenu, et nous limiterons strictement la progression de nos dépenses. L'évolution de nos charges à caractère général, inférieure à l'inflation, sera particulièrement maîtrisée. Grâce à cet effort de sérieux, au terme du mandat, nous aurons autofinancé près de 80% des 9,3 milliards que nous aurons investis pour le développement de notre ville. Mes chers collègues, vous le voyez, notre volonté pour Paris est intacte. Je remercie très chaleureusement tous ceux qui lui donnent son sens et d'abord, bien sûr, les fonctionnaires de la Ville et du Département de Paris dont le dévouement et l'engagement font vivre notre capitale. Je tiens à exprimer ma gratitude à tous les adjoints pour leur contribution à l'élaboration de ce budget, et notamment bien sûr à Bernard Gaudillère, pour sa compétence, ses convictions, et son sens de l'intérêt général. Avec l'exécutif et l'ensemble de la majorité municipale, nous mettrons en œuvre tous nos engagements, pour une ville où la dynamique économique doit demeurer indissociable de la justice sociale.